

## Portrait et statistiques – femmes élues

---

- % de femmes **élues au niveau municipal** – pour le Québec et pour la région de la Capitale-Nationale respectivement **32.3% et 33 %** de conseillères municipales
- % de **femmes mairesses**– pour le Québec et pour la région de la Capitale-Nationale respectivement **18.8% et 12 %** de mairesses
- % de **femmes préfètes**– pour le Québec et pour la région de la Capitale-Nationale respectivement **23% et 17 %** de préfètes
- % de **femmes candidates au niveau municipal** – pour le Québec et pour la région de la Capitale-Nationale **31.3% et 28.4%**
- % de **femmes élues au niveau provincial** - pour le Québec et pour la région de la Capitale-Nationale respectivement **42.4%** de députées et **27 %** de députées
- % de femmes **candidate**s niveau provincial pour le Québec, **47.8%** et pour la région de la Capitale-Nationale, *(il me manque le taux pour capitale-nationale, je n'arrive pas à l'évaluer par les outils de recherche désolée)*

### Une progression au ralenti au niveau municipal

- Les données récentes font ressortir la progression au ralenti de la représentation féminine à l'échelle municipale, notamment pour les postes de conseillères.
- En effet, entre 2005 et 2009, cette **progression était de 2,7 points** de pourcentage pour (2005 : 26,6% ; 2009 : 29,3%). Elle était également de 2,7 points de pourcentage entre 2009 et 2013 (2009 : 29,3% ; 2013 : 32,0%). **Elle est passée à 2,5 points de pourcentage entre 2013 et 2017 (2013 : 32% ; 2017 :34,5%)**. Pour les **postes de mairesses**, entre 2005 et 2009, cette progression était de 3,1 points de pourcentage (2005 : 13,1% ; 2009 : 16,0%), de 1,3 point de pourcentage entre 2009 et 2013 (2009 : 16,0% ; 2013 : 17,3%) **et de 1,5 point de pourcentage entre 2013 et 2017** (2013 : 17,3 ; 2017 : 18,8%). **Au total, il y a eu 4046 femmes parmi les 12 954 candidatures en 2017.**

## Notes : Groupe Femmes Politique et Démocratie

### PALIER QUÉBÉCOIS

Élues et candidatures féminines selon l'affiliation partisane

Élections québécoises, 2003 à 2018 – Québec <sup>[1]</sup>

Candidates	Élections 2018 (%) (n)
PQ	40,8 (51)
PLQ	43,2 (54)
ADQ/CAQ	52,8 (66)
QS	52,8 (66)
<b>Élues</b>	<b>43,2</b>

### Compilation spéciale, *GFPD*, octobre 2018

Élues et candidatures féminines selon l'affiliation partisane

Scrutin général québécois – 1<sup>er</sup> octobre 2018 \*

Formations politiques	Élues <sup>[2]</sup> / total élu.e.s (n) **	Élues / total élu.e.s (%)	Candidatures féminines (%) (n)
CAQ	30 / 76	39,4	53,6 (67)
Parti libéral du Québec	16 / 28	57,1	44,0 (55)
Parti Québécois	3 / 9**	33,3	40,8 (51)
Québec solidaire	5 / 10	50,0	52,8 (66)
<b>Total</b>	<b>F : 55***/125</b>	<b>44,0</b>	<b>47,8</b>

\*Quatre grands partis politiques québécois

\*\* Données mis à jour le 6 décembre 2019. Le nombre d'élues au PQ est de 3 femmes sur 10 à la suite du départ de Catherine Fournier à titre de députée indépendante

\*\*\* Avec Catherine Fournier, députée indépendante

Compilation spéciale, *GFPD*, décembre 2019

[1] Groupe Femmes, Politique et Démocratie. 2015. « AGIR pour une démocratie paritaire », *op. cit.*

[2] Compilation spéciale GFPD, 2 octobre 2018

## PALIER MUNICIPAL

### Proportions de femmes parmi les élu.e.s municipaux<sup>[3]</sup>

	Élections 2005	Élections 2009	Élections 2013	Élections 2017
<b>Tous les postes</b>	24,8 %	27,5 %	29,9 %	32,3%
<b>Mairie</b>	13,1 %	16,0 %	17,3 %	18,8%
<b>Conseillères</b>	26,6 %	29,3 %	32,0 %	34,5%

### Évolution de la proportion de femmes parmi les candidats, par types de poste, élections générales de 2005 à 2017

Élection générale	Type de poste		
	Conseiller	Maire	Tous les postes
2005	26,4 %	14,1 %	24,7 %
2009	28,3 %	16,6 %	26,6 %
2013	30,7 %	17,6 %	28,8 %
2017	33,3 %	19,8 %	31,3 %

Source des données : présidents d'élection des municipalités. Tableau compilé par le MAMOT à partir des données obtenues en date du 11 octobre 2017. Les données excluent les candidats des localités du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et des municipalités régionales de comté (MRC).

### Proportion de femmes parmi les candidats, par région, par type de poste et par type de candidat

Région administrative	Type de poste			Type de candidat	Tous les postes et tous les candidats
	Conseiller	Maire	Nouveau	Sortant	
Capitale-Nationale	30,4 %	17,1 %	27,8 %	29,4 %	28,4 %
Toutes les régions	33,3 %	19,8 %	33,7 %	28,3 %	31,3 %

Source des données : présidents d'élection des municipalités.

Tableau compilé par le MAMOT à partir des données obtenues en date du 11 octobre 2017.

Les données excluent les candidats des localités du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et des municipalités régionales de comté (MRC). Un **candidat sortant** désigne un candidat qui est un élu sortant du poste pour lequel il pose sa candidature ou un candidat qui était élu sur un autre poste dans la même municipalité. Un **nouveau candidat** désigne un candidat qui, au moment de sa mise en candidature, n'occupe aucun poste au sein du conseil de la municipalité locale pour lequel il pose sa candidature.

<sup>[3]</sup> Source de données : présidents d'élection des municipalités. Données compilées par le MAMOT à partir des données obtenues en date du 7 novembre 2017. Les données excluent les candidats des localités du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et des municipalités régionales de comté (MRC) et Stéphanie Houde. « Femmes et élections municipales 2013 – Portrait statistique ». *Affaires municipales et Occupation du territoire*, p.16 et Source de données : présidents d'élection des municipalités.



Proportion de femmes parmi les élus, par régions, par types de poste et par types d'élu	Type de poste	Type d'élu	Tous les élus	
Région administrative	Conseiller	Maire	Nouveau Sortant	
Gaspésie-Îles-de-la-Pointe-de-la-Croix	37,4 %	22,7 %	35,3 %	35,3 %
Lanaudière	34,2 %	21,4 %	40,5 %	27,3 %
Laurentides	37,4 %	27,6 %	41,9 %	30,9 %
Laval	38,1 %	0,0 %	33,3 %	37,5 %
Mauricie	40,2 %	12,3 %	40,2 %	33,5 %
Montréal	41,0 %	37,5 %	46,3 %	37,3 %
Nord-du-Québec	30,7 %	19,3 %	31,9 %	27,4 %
Outaouais	36,3 %	19,4 %	43,9 %	25,3 %
Capitale-Nationale	34,9 %	16,3 %	39,3 %	27,7 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	34,9 %	16,3 %	39,3 %	27,7 %
Toutes les régions	34,5 %	18,8 %	37,3 %	28,8 %
Chaudière-Appalaches	30,1 %	14,9 %	29,6 %	26,8 %
Côte-Nord	28,8 %	8,0 %	40,3 %	38,1 %
Estrie	37,4 %	27,7 %	41,3 %	30,9 %
Gaspésie-Îles-de-la-Pointe-de-la-Croix	37,4 %	27,7 %	41,3 %	30,9 %
Lanaudière	34,2 %	21,4 %	40,5 %	27,3 %
Laval	38,1 %	0,0 %	33,3 %	37,5 %
Laurentides	37,4 %	27,6 %	41,9 %	30,9 %
Mauricie	40,2 %	12,3 %	40,2 %	33,5 %
Montréal	41,0 %	37,5 %	46,3 %	37,3 %
Nord-du-Québec	30,7 %	19,3 %	31,9 %	27,4 %
Outaouais	36,3 %	19,4 %	43,9 %	25,3 %
Capitale-Nationale	34,9 %	16,3 %	39,3 %	27,7 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	34,9 %	16,3 %	39,3 %	27,7 %
Toutes les régions	34,5 %	18,8 %	37,3 %	28,8 %

Sources : BPS 2018, Préfets et conseillers municipaux. Tableau compilé par le MAUCO à partir des données obtenues en date du 7 novembre 2017. Les données excluent les élus des localités du Gouvernement régional d'Évroul, Jostchee Baie-James et des municipalités régionales, de comté (MRC). Un élu sortant désigne une personne qui occupait le même poste ou l'ancien poste au sein du conseil de la même municipalité, au moment de sa mise en candidature. Un nouvel élu désigne une personne qui, au moment de sa mise en candidature, n'occupait aucun poste au sein du conseil de la municipalité locale. Les élus comprennent les candidats qui, au 7 novembre 2017, avaient obtenu une égalité des voix au premier tour.

**Autres notes- Conseil du statut de la femme**

Nord-du-Québec au Québec une population totale de 216 994 000 personnes. Il compte 50,3 % de femmes. La population de la Capitale-Nationale représente 21,8 % de celle de l'ensemble du Québec. La région compte 50,6 % de femmes.

En 2018, les femmes occupent plus de 40 % des sièges dans plusieurs lieux décisionniers et consultatifs, notamment à l'Assemblée nationale (42 % de députées et 50 % des ministres), dans la fonction publique québécoise (47 % des cadres), aux conseils des commissaires (51 %) et aux conseils d'administration des sociétés d'État (48 %), des conseils régionaux de la culture (60 %), des établissements publics de santé et de services sociaux (47 %), des tables régionales de concertation des aînés (58 %) et des cégeps (47 %).

- Encore en 2018, les milieux paritaires, ceux où la proportion de femmes se situe entre 40 et 60 %, se rapportent plus souvent aux secteurs traditionnellement associés aux femmes, comme l'éducation, la santé et la culture, qu'à ceux traditionnellement masculins, comme la politique, la haute fonction publique et les affaires.
- **Les femmes demeurent en 2018 sous-représentées dans les MRC (23 % de préfètes), dans les municipalités (19 % de mairesses et 35 % de conseillères municipales), dans la haute fonction publique québécoise (36 % des sous-ministres et 35 % à la présidence d'organismes gouvernementaux) et à la Fédération des chambres de commerce (22 % au conseil d'administration).**
- Dans l'ensemble du Québec en 2018, les femmes sont plus souvent membres de conseils d'administration que présidentes. Les universités, les tables régionales de concertation des aînés et les unités régionales de loisir et de sport font toutefois exception : la proportion de femmes dans ces lieux est plus élevée à la présidence que parmi les membres des conseils d'administration (ou l'équivalent).
- **Les femmes sont généralement plus présentes dans les instances régionales que dans les instances nationales qui les chapeautent.**

## Dans la Capitale-Nationale :

- Dans la région de la Capitale-Nationale, en 2018, les femmes occupent moins de 40 % des sièges dans plusieurs lieux décisionnels et consultatifs. C'est notamment le cas à l'Assemblée nationale (27 % de députées), **dans les MRC (17 % de préfètes), dans les municipalités (12 % de mairesses et 33 % de conseillères municipales)** et aux conseils d'administration des chambres de commerce (35 %), des associations touristiques régionales (30 %) et de l'Unité régionale de loisir et de sport (13 %).
- Dans la Capitale-Nationale comme dans l'ensemble du Québec, les milieux paritaires, soit ceux où la proportion de femmes se situe entre 40 et 60 %, se rapportent plus souvent aux secteurs auxquels elles sont traditionnellement associées, soit la santé et l'éducation. Par exemple, les femmes de la Capitale-Nationale représentent, en 2018, 46 % des membres aux conseils d'administration des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, 49 % de ceux des cégeps et 57 % des commissaires scolaires.

## Dans les paliers de gouvernement

- Aux élections générales de 2018, 53 des 125 personnes élues à l'Assemblée nationale sont des femmes (soit 42,4 %). Quant au Conseil des ministres, il compte 13 femmes sur 26 membres en date du 18 octobre 2018 (50,0 %). En comparaison, les femmes représentaient 28,8 % des députés et 46,2 % des ministres en 2009.
- **À la suite des élections municipales de 2017, 207 femmes ont été élues au poste de mairesse et 2 360 femmes à celui de conseillère, ce qui correspond respectivement à 18,8 % et à 34,5 % des sièges. Il s'agit d'une légère hausse par rapport aux résultats des élections de 2013, au cours desquelles 17,3 % de femmes avaient été élues comme mairesse et 32 % comme conseillère.**
- Avec 20 femmes élues dans les circonscriptions du Québec à la Chambre des communes, seulement le quart des députés fédéraux québécois sont des femmes.
- Les femmes représentent 51,0 % des commissaires scolaires en 2018, mais elles n'accèdent à la présidence des commissions scolaires que dans 39,4 % des cas<sup>32</sup>.

## Autres lieux de pouvoir

- **En novembre 2017, les femmes demeurent sous-représentées dans les conseils d'administration et à la haute direction des sociétés inscrites en bourse, au Québec comme au Canada (voir le tableau ci-après).**

Proportion de femmes dans les conseils d'administration et à la haute direction des sociétés inscrites en bourse, Québec et Canada, 2017. Réfère à l'élément en cours.

- Au 31 janvier 2018, la gouvernance des sociétés d'État du Québec était dans une zone paritaire.

Présence de femmes dans la gouvernance des sociétés d'État, Québec, 31 janvier 2018.

## Notes diverses GFPD

En 2013, la *proportion des candidates* s'était caractérisée par une légère augmentation par rapport au scrutin général municipal de novembre 2009, soit de 1,0 point de pourcentage au poste de mairesse et de 2,3% de point de pourcentage au poste de conseillère. On retrouvait alors 346 femmes au poste de mairesse (17,7%) et 3 467 femmes au poste de conseillère (30,7%), pour une proportion de candidates de 28,8 %, tous postes confondus.

En 2017, la proportion des candidatures féminines au poste de mairesse (385) passe à 19,8%, une augmentation de 2,2 points de pourcentage par rapport à 2013 et à 33,3% au poste de conseillère (3661), ce qui représente une augmentation de 2,6 points de pourcentage. Pour tous les postes, l'augmentation est de 2,5 points de pourcentage.

En 2013, la proportion des femmes élues était de 29,9% : 17,3% au poste de mairesse et 32,0% au poste de conseillère. En 2017, la proportion des femmes élues passe à 32,3%, soit une augmentation de 2,4 de points de pourcentage par rapport à 2013 : elle augmente de 2,5 points de pourcentage au poste de conseillère (34,5% en 2017 ; 32,0% en 2013) et de 1,5 point de pourcentage au poste de mairesse (18,8% en 2017 ; 17,3% en 2013) .

## Une progression au ralenti

Ces données récentes font ressortir la progression au ralenti de la représentation féminine à l'échelle municipale, notamment pour les postes de conseillères.

En effet, entre 2005 et 2009, cette **progression était de 2,7 points** de pourcentage pour (2005 : 26,6% ; 2009 : 29,3%). Elle était également de 2,7 points de pourcentage entre 2009 et 2013 (2009 : 29,3% ; 2013 : 32,0%). **Elle est passée à 2,5 points de pourcentage entre 2013 et 2017 (2013 : 32% ; 2017 :34,5%)**. Pour les **postes de mairesses**, entre 2005 et 2009, cette progression était de 3,1 points de pourcentage (2005 : 13,1% ; 2009 : 16,0%), de 1,3 point de pourcentage entre 2009 et 2013 (2009 : 16,0% ; 2013 : 17,3%) **et de 1,5 point de pourcentage entre 2013 et 2017** (2013 : 17,3 ; 2017 : 18,8%). Au total, il y a eu 4046 femmes parmi les 12 954 candidatures en 2017.

## **Relance des médias Quelques lignes de presse** (Version 2019-12-23)

---

### **Présentation du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale**

- Depuis 2011, ancré dans son milieu, le Réseau femmes et politique municipale a pour mission d'amener les femmes qui ont un intérêt pour la politique municipale à effectuer un saut en politique et les élues municipales en poste à s'y maintenir en favorisant leur réseautage et en les outillant.
- Le Réseau en est à son troisième colloque. En plus d'organiser des activités de réseautage, il a produit une étude sur la persévérance des femmes en politique municipale.
- Le Réseau soutient les élues municipales afin qu'elles puissent exercer leur rôle, favoriser le partage et les échanges entre les femmes qui sont intéressées à la politique municipale et établir des activités de réseautages afin de pouvoir leur donner une plateforme pour échanger et discuter de leur réalité. Il couvre l'Agglomération de Québec et les six municipalités régionales de comté (MRC) : Portneuf, La Jacques-Cartier, La Côte-de-Beaupré, L'Île d'Orléans, Charlevoix et Charlevoix-Est.

### **Pourquoi un tel colloque ?**

- Nous croyons que c'est en mettant en lumière les différences et similitudes qui existent entre les réalités vécues dans les deux sphères de pouvoir que sont les « Affaires » et la « Politique » que nous favoriserons encore plus l'implication des femmes à des niveaux décisionnels.
- Les informations recueillies durant nos activités mettent en relief les freins, les difficultés que vivent les femmes au quotidien et permettent surtout d'identifier les motivations ou les éléments mobilisateurs pouvant favoriser l'implication des femmes et influencer, de manière non partisane, leur choix de s'impliquer et de prendre leur place à des niveaux décisionnels.
- Une meilleure connaissance de l'autre contribuera peut-être à une plus grande adaptation des manières de faire ? Nous croyons que cette prise de conscience de l'environnement dans lequel s'exerce la politique et les affaires par les femmes permettra d'influencer et d'agir sur les conditions existantes pour favoriser la participation et la persévérance des femmes, tant en politique et qu'en affaires.

### **À quoi va servir ce colloque?**

- On souhaite identifier les questionnements et les remises en question auxquels les femmes sont confrontées tant en politique municipale qu'en affaires pour y répondre. Les échanges et témoignages durant les panels en avant-midi, les ateliers de discussion et les conférences en après-midi, renforcés par les échanges et le réseautage durant la journée, alimenteront la production d'outils d'accompagnement des femmes dans leur cheminement vers des postes décisionnels.

- Le colloque est une étape importante du projet « Ensemble, avec nos différences, réalisé sur deux ans. Composée entre autres d'une campagne intitulée « Est-ce normal si... », la démarche vise à documenter les questionnements et remises en question auxquels font face les femmes et élues municipales tout au long de leur carrière. Le but est, d'une part, de briser l'isolement face à certains questionnements (en faisant réaliser à une femme qu'elle n'est surtout pas la seule à se questionner ainsi) et, d'autre part, à distinguer les questionnements inévitables (communs aux autres et aux femmes), de ceux qui résultent d'une culture politique masculine. Valeurs masculines, valeurs féminines, un parallèle avec les questionnements et remises en question vécus par les femmes d'affaires sera établi.
- L'aboutissement de cette démarche est l'organisation de ce colloque, auquel les hommes sont conviés à prendre part afin de les sensibiliser à la réalité des femmes en politique.
- À l'automne 2020, nourri des échanges de ce colloque, le Réseau s'attardera aux contributions particulières des femmes en politique, comparativement à celles des hommes, démontrant ainsi que nous pouvons travailler ensemble, riches de nos différences.
- Ce projet vise la création d'outils de sensibilisation et de partage, qui découleront des informations, observations effectuées et données recueillies tout au long de la démarche, en guise de support offert aux élues, femmes intéressées et candidates potentielles pour les prochaines élections dans le but de favoriser leur mobilisation, leur rétention et le recrutement.

#### **Le projet vise donc à répondre aux besoins :**

- De soutien des femmes intéressées par la politique et les affaires,
- De soutien des femmes élues;
- D'une meilleure compréhension des milieux décisionnels, des milieux des affaires et de la politique municipale;
- D'une meilleure compréhension de la politique au féminin et de celle au masculin;
- D'une meilleure compréhension du leadership au féminin et de celui au masculin.

#### **Retombées escomptées**

- Accroître le désir et la satisfaction des femmes à œuvrer dans des postes décisionnels;
- Accroître l'intérêt porté par les femmes envers la politique ou des postes décisionnels;
- Favoriser une meilleure compréhension du leadership et de la politique « au féminin »;
- Créer des alliances avec des hommes afin d'œuvrer à l'accroissement de la présence des femmes en politique et à des niveaux décisionnels;
- Se doter d'une vision plus collaborative que compétitive de la place des femmes en affaires et en politique.

#### **Inscription au colloque :**

- Information en tout temps par téléphone : 418-681-6211 poste 234
- Visitez le [www.femmespolitique.net](http://www.femmespolitique.net) puis cliquez sur « Colloque »

- Détails de la programmation et les directives pour inscription
- On attend près d'une centaine de personnes (88 personnes - maximum présences possibles)

Lieu : Salle de conférence de l'arrondissement de Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge  
1130, Rte de l'Église, Québec, QC G1V 4X6

Coûts : 60 \$ (taxes non incluses)

**Grands thèmes abordés :**

Leadership, éthique, respect, mobilisation, égalité, inclusion sociale, analyse comparative entre les sexes plus (ACS+),

**Partenaires**

Secrétariat à la condition féminine du Québec

Ministère des Femmes et l'Égalité des genres

**Partenaires associés et ceux qui nous aide dans la réalisation :**

- Ville de Québec
- Groupe femmes Politique et Démocratie
- YWCA Québec
- Association Femmes Entrepreneures de Québec
- Relais-Femmes

**Commanditaires et collaborateurs financiers**

- Caisse d'économie solidaire
- Fédération québécoise des municipalités
- La Capitale